DILLY FEEFE

Hebdomadaire - paraît le vendredi - Nº 1 220 - 15 novembre 1991 - prix : 8 F

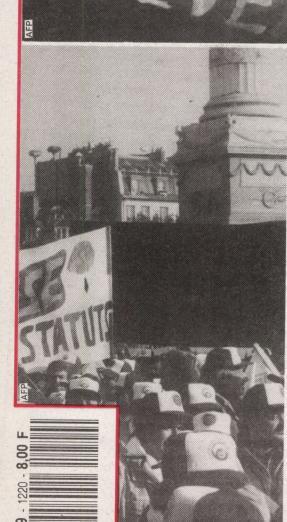
Automobile, sidérurgie, santé, assistantes sociales dockers,...

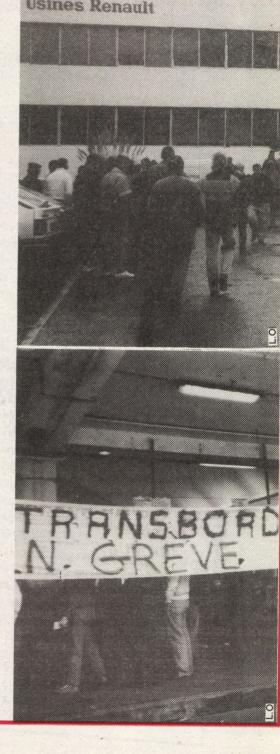


EST ÉRAL,

LA LUTTE DOIT ÊTRE DOIL A A I

GÉNÉRALE!





Automobile, sidérurgie, santé, assistantes sociales, dockers...

LE MECONTENTEMENT Si les discours de Mitterrand ont quelque chance de faire diversion quelque chance de faire diversion auquel ils EST GENERAL

Si les discours de Mitterrand ont quelque chance de faire diversion dans le monde politicien, auquel ils s'adressent d'ailleurs essentiellement, ils ne répondent en rien au mécontentement social. Les assistantes sociales, les infirmières et le reste du personnel hospitalier, les ouvriers de Renault-Cléon puis ceux de Renault-Le Mans toujours en grève, les électroniciens de l'aviation civile puis ces jours-ci les dockers... les salariés de bien des secteurs se sont mis en lutte ces dernières semaines et ce n'est pas fini.

Si la grève des ouvriers de Renault-Cléon ne s'est pas étendue à tout Renault, elle a néanmoins eu la sympathie des autres ouvriers, non seulement du reste du groupe, mais de tout le pays. Le P-DG de Renault, quant à lui, s'est ridiculisé aux yeux de tous les travailleurs quand il s'est permis de traiter les grévistes de Cléon de "terroristes", sous prétexte que les quelques dizaines de cadres qu'ils avaient envoyés pour forcer les piquets de grève ont dû battre piteusement en retraite sous les oeufs lancés par les travailleurs.

Ensuite, même l'intervention des CRS envoyés par le gouvernement n'a pas empêché la grève de rester aussi massive dans l'usine. Et si les grévistes de Cléon ont repris le travail trois jours plus tard, ce n'est pas tant parce que leur combativité avait fléchi que parce qu'ils ont été lâchés par les dirigeants de la CGT en qui ils avaient mis leur confignce jusque-là. C'est ceux-ci qui ont décidé la reprise du travail bien que les travailleurs aient voté à 100 voix de majorité pour la poursuite de la grève.

C'est que les dirigeants nationaux de la CGT tiennent un double langage. Ils veulent apparaître comme des dirigeants combatifs, donner de leur centrale l'image d'un syndicat qui défend les intérêts ouvriers de façon plus décidée que FO ou la CFDT par exemple. Ils paraîssent donc prêts, dans bien des circonstances, à prendre l'initiative de mouvements de lutte, de manifestations, de grèves. Mais ils ne sont pas prêts pour autant à franchir certaines limites, et on l'a bien vu dans cette grève de Renault Cléon. C'est précisément lorsque la poursuite de cette grève commençait à gêner vraiment le gouvernement que les dirigeants de la CGT se sont servis de leur poids pour imposer la reprise du travail, n'hésitant pas à trahir un mouvement, même impulsé par leurs propres militants.

Il y a bien sûr derrière cette attitude des marchandages inavoués et des accords, au moins tacites, avec le gouvernement; en particulier de la part des dirigeants du PCF, auquel la direction de la CGT est liée. Ceux-ci cherchent à ménager leurs possibilités d'entente avec le Parti Socialiste, notamment en vue des prochaines échéances électorales. En échange, on le voit, ils sont prêts à donner au gouvernement la garantie qu'ils ne chercheront pas à le mettre en trop grande difficulté sur le plan social. Ét ces calculs politiciens passent, pour les dirigeants du PCF et de la CGT, avant les intérêts des travailleurs.

Ce retournement des dirigeants syndicaux, même s'il a sans doute

montre quels problèmes auront à affronter ceux qui sont en lutte aujourd'hui -ainsi ceux de Renault-Le jourd'hui -ainsi ceux de Renault-Le Mans que les dirigeants de la CGT n'ont vraiment lancé dans la grève qu'au moment où ils cherchaient déjà à terminer celle de Cléon- tout comme ceux qui s'y mettront de-

Le gouvernement et le patronat craignent par dessus tout cette généralisation des conflits sociaux qui pourrait les contraindre à céder à tous les travailleurs les augmentations de salaires qu'ils sont en droit d'exiger. Mais c'est bien pourquoi la classe ouvrière, elle, doit tout faire pour rechercher cette généralisation

LA LUTTE DOIT ETRE GÉNÉRALE!

surpris bien des travailleurs et même des militants de la CGT, n'est pas le premier ni le dernier. Cette fois-ci encore il a laissé désemparés les grévistes qui leur avaient fait confiance. Mais ce ne sera peut-être pas toujours le cas.

Ces dernières semaines, parfois après plusieurs années d'attentisme, les travailleurs de différents secteurs montrent à nouveau leur combativité. Mais face à un gouvernement et à des patrons qui, on le voit ces joursci, sont bien décidés à ne pas cèder, ils ne pourront gagner s'ils limitent par avance leurs mouvements.

Les raisons politiciennes des dirigeants syndicaux ne sont pas celles des travailleurs. Alors ils devront trouver le moyen de généraliser leurs luttes et en même temps apprendre à se défier des bureaucraties syndicales et à choisir, à la base, des dirigeants qu'ils puissent contrôler et qui méritent jusqu'au bout leur confiance.

confiance.
L'expérience du conflit de RenaultCléon est restée localisée, mais elle a
néanmoins été suivie avec attention
par la plupart des travailleurs. Elle

C'est en ne laissant pas les travailleurs actuellement en lutte isolés, c'est en nous donnant les moyens de nous préserver des retournements et des lâchages des dirigeants des grandes centrales syndicales, que nous pourrons contrer l'arrogance des patrons et de leurs ministres; et enfin mettre un sérieux coup d'arrêt à une politique d'austérité antiouvrière que nous subissons depuis trop longtemps.



La déclaration de Mitterrand

JEU DE CONSTITUTION

Tandis que la France et les Français savouraient tranquillement la quiétude de ce dimanche 10 novembre, François Mitterrand, mine de rien, sortait de son chapeau un des tours dont il a, nous dit-on, le secret. Peu l'ont remarqué - 6 % d'audimat, sur la Cinq, ça n'est pas très glorieux : un score qui vaudrait à beaucoup de réalisateurs TV de passer à la trappe. Pourtant l'opération n'est pas passée inaperçue dans le Landerneau politique. Elle y a même provoqué une certaine agitation.

De quoi s'agit-il? Mitterrand a annoncé qu'il "ne partirait pas sans avoir modifié les, institutions, sans avoir saisi le Parlement et les Français", expliquant qu'il s'interrogeait sur la durée du mandat prési-dentiel - "Parfois il m'arrive de trouver que quatorze ans. C'est trop long" dit-il, - Giscard, Chirac, Rocard et quelques autres partagent sans doute eux aussi cette opinion. Du coup il a annoncé qu'il allait proposer, par voie de référendum et par voie parlementaire, une réforme constitutionnelle pour réduire la durée de ce mandat, ainsi qu'une réforme du mode de scrutin dans les élections législatives, où se mêleraient un peu de proportionnelle, et beaucoup de majoritaire, comme cela existe actuellement pour l'élection des conseils municipaux.

Joli coup applaudissent les spécialistes!

Pourquoi? Tout simplement parce que cela prend l'opposition à contre-pied, elle qui reprochait justement à Mitterrand de ne pas oser proposer la réduction du mandat présidentiel. Et la perspective d'un référendum sur cette question qui peut avoir lieu fin 1992,

c'est-à-dire après les élections régionales, et avant les élections législatives de 1993, vient perturber les calculs des dirigeants des partis de la droite. Comment trouver une consigne de vote qui permette de se démarquer de Mitterrand sur une proposition dont ces dirigeants de la droite faisaient jusqu'alors leur cheval de bataille ? Comment éviter que ce référendum, fait comme toutes les opérations de ce genre, sur mesure, pour permettre le succès de celui qui le propose, ne conforte la position A ces questions s'en ajoute une autre. Les déclarations de Mitterrand laissent, volontairement, planer l'hypothèse qu'il pourrait décider d'écourter son mandat, en démissionnant. Le fera-t-il? L'incertitude a pour but de pertuber ceux qui briguent sa succession.

A droite, on ne s'est pas encore mis d'accord sur un candidat unique mais ça n'est pas l'essentiel. Il est fort possible que même si l'élection présidentielle se produit à l'échéance prévue, cet accord ne se réalise pas. Il n'y a

d'ailleurs pas qu'à droite que ce problème se pose. Au PS, les postulants sont aussi nombreux, sinon plus, et pas plus disposés à s'effacer au profit du concurrent.

Mitterrand a donc tenu à rappeler qu'il restait maître du jeu, et qu'il restait le grand ordonnateur des cérémonies électorales. Si dans d'autres domaines cela reste l'austérité, ce n'est pas le cas en ce qui concerne l'utilisation des urnes. Là, c'est le tropplein. En plus des élections déjà programmées, on nous annonce donc un référendum pour fin 1992, sans compter l'éventualité d'une élec-



tion présidentielle anticipée.

Alors, bien joué Mitterrand? Pour ceux que cela intéresse, dans tous les sens du terme, peut-être. Mais il se vérifie de plus en plus que ce jeu-là déplace de moins en moins le public. Pour la simple raison que bon nombre de gens ont pu faire l'expérience que les vrais enjeux ne se situaient pas sur ce terrain. C'est ce que sont en train de montrer les travailleurs, par exemple ceux de Renault tout récemment.

Jean-Pierre VIAL

LE FICHIER DE L'ÉTAT VICHYSTE BIEN PROTÉGÉ PAR SES SUCCESSEURS

C'est donc plus de 50 ans après sa constitution, qui date d'octobre 1940, que le fichier de recensement des Juifs de Paris - contenant quelque 150 000 noms -, constitué par la police de Vichy, a pu être redécouvert, grâte à la perspicacité de l'avocat Serge Klarsfeld; celui-ci, spécialisé dans les enquêtes sur les responsables de l'extermination des Juifs, a fini par mettre la main dessus, par hasard, au Anciens des ministère Combattants. Jusque-là, l'administration et les ministères avaient nié être encore en possession de ce fichier, alors que tous ceux qui s'y étaient intéressés refusaient de croire qu'il avait disparu, étant donné qu'aucun témoignage sur sa destruction n'avait pu être recueilli.

Que ce fichier soit maintenant remis au jour ne changera
pas grand-chose ni au sort des
victimes et de ceux de leurs familles qui y auraient échappé, ni
au sort de leurs bourreaux et de
tous leurs complices. Et il en a
fallu du monde pour contribuer
à constituer ce fichier, cet instrument qui a permis d'organiser
méthodiquement, efficacement,
les rafles successives de Juifs des
années 1941 et 1942, avec pour
conséquence la transformation
des Juifs arrêtés en "Nacht und

Nebel" (nuit et brouillard), dans les chambres à gaz et les fours crématoires des camps d'extermination nazis.

Plus de cinquante ans après, il n'y a plus guère de survivants à qui aller réclamer des comptes directement. Et d'ailleurs le problème n'en serait pas réglé pour autant. Car cette police, cette administration, cet Etat sont toujours là ... et seraient prêts en réalité à recommencer si une situation analogue se représentait! A l'époque c'était le règne de la peur ou celui de la haine antisémite pour bon nombre. Les Juifs eux-mêmes s'étaient soumis aux ordres de recensement. Ils s'étaient fait inscrire en se rendant eux-mêmes dans les commissariats, comme l'ordre leur en avait été donné, sous peine d'encourir la prison et la saisie de leurs biens.

C'était le temps de l'occupation de toute une partie du territoire de la France par les troupes allemandes, où celles-ci avaient laissé à l'Etat français, représenté par Pétain à sa tête, le soin de transmettre une partie des volontés de ses chefs, tâche dont la police et l'administration françaises s'acquittaient en général avec zèle, en particulier à l'égard des Juifs, au point

d'avoir raflé y compris les enfants avec les parents, à un moment où les Nazis ne l'avaient pas encore exigé. Avant les rafles et en dehors d'elles, la police, les tribunaux, les administrations, français, avaient été chargés de faire appliquer des lois interdisant aux Juiss l'entrée de certains lieux publics, instaurant un couvre-feu à leur usage pour les empêcher de sortir le soir, les contraignant à monter dans le wagon de queue des métros etc. Et bien sûr les obligeant au port de l'étoile de David, jaune, le tout sous peine d'arrestation.

Ce fichier, qui n'a pas été détruit jusqu'à aujourd'hui, était donc "planqué" au ministère des Anciens Combattants, et Louis Mexandeau le ministre socialiste, dont le directeur de cabinet il n'y a pas encore longtemps avait affirmé "nous ne détenons pas ce fichier", dit maintenant qu'il pourrait "servir à faire établir les droits des anciens déportés et anciennes victimes de la guerre". Une "utilité" qui ne peut en aucun cas expliquer qu'on ait cherché à cacher son existence aussi longtemps, alors même que depuis son déménagement de la préfecture de police en 1944, il a sûrement dû servir ou être consulté.

La mise au jour de ce fichier aura eu au moins l'intérêt de rappeler à quel genre de barbarie il n'y a pas encore si longtemps, des hommes et des femmes ont pu être confrontés dans des pays dit civilisés et développés comme pouvait l'être la "douce France". Et elle a également le mérite de montrer comment le même appareil d'Etat, c'est-à-dire l'administration, la police, la justice, a pu s'adapter au "Front Populaire", au "Régime de Vichy", pour se retrouver ensuite "gaulliste" ... puis dernièrement "socialiste" en maintenant dans l'ombre et en occultant autant que possible les exactions qu'il a exercées dans le but de se maintenir, quelle que soit l'époque qu'il

Car cet appareil d'Etat, que.
l'on dit au service de la population, et qui demeure alors que
les gouvernements passent, qui
en réalité n'est destiné qu'à défendre la domination de la bourgeoisie, ne peut se passer de
l'ombre pour exister, ni du silence et de la complicité de ses
hauts fonctionnaires.

Louis GUILBERT



À Cléon, après 22 jours de grève

LA REPRISE DANS L'AMERTUME

Vendredi 8 novembre, les travailleurs de Renault-Cléon ont repris le travail avec amertume après 22 jours de grève. S'ils l'ont fait, ce n'est ni par lassitude, ni parce qu'ils estimaient ne pas pouvoir obtenir plus de la direction. Ils ont repris le travail sous la pression répétée qu'avaient exercée la veille les dirigeants de la CGT et de la CFDT de Cléon. Mais la décision de faire cesser la grève au plus vite ne venait pas seulement de ces dirigeants. Elle leur a été fortement suggérée par des dirigeants nationaux de la CGT tels que Viannet ou Fournier. Ces pontes syndicaux se sont fait par là-même les messagers de la volonté gouvernementale d'en finir une fois pour toute avec la grève de Cléon. Edith Cresson a d'ailleurs

prudemment attendu

la reprise effective

pour s'écrier qu'un

conflit de ce type

était intolérable.

Piquets de grève et défilés dans l'usine

dont plus de 4 000 à la production, la grève avait dégués du personnel avait pu de la grève. vérifier, au cours de trois débrayages massifs depuis septembre, que le mécontentement était important parmi les ouvriers. Les deux revendications essentielles l'encadrement portaient sur le pouvoir d'achat: 1500 F d'augmentation pour tous et la prime d'intéressement menaces de licenciement pour revenir au niveau de n'a jamais intimidé personcelle de l'an dernier.

premier jour la forme de et la maîtrise de Cléon tous piquets de grève dissuasifs à les matins. Au lieu de chaque porte avec blocage s'aguerrir, ses troupes antides entrées et des sorties grèves se sont démoralisées pour les camions.

ve de la direction qui s'em- sont donné à cœur joie pour pressa de sanctionner des leur lancer des œufs. Lévy, grévistes et de mobiliser une le PDG de la Régie, a même partie de l'encadrement, les battu le rappel dans les autravailleurs ont établi de vé- tres usines sans le moindre ritables barrages à toutes les succès. Tout juste a-t-il pu portes. Les rares ouvriers faire signer quelques pétivoulant travailler ont dû tions sous la contrainte des ramper pour passer par les chefs pour condamner la trous pratiqués dans le gril- grève de Cléon. lage par la direction.

tion faisait courir le bruit que la grève s'effritait et que la production reprenait progressivement. Mardi 22 octobre un travailleur proposa une parade: entrer dans l'usine et vérifier nousmêmes ce qui tournait. L'idée reçut l'assentiment Dans l'usine de Cléon qui des ouvriers et des délégués compte 5 600 personnes CGT présents. Elle fut réalisée sur le champ. A 300 nous avons parcouru tous marré dans la nuit du 16 au les ateliers et nous avons 17 octobre à l'initiative de la constaté que rien ne fonc-CGT-Cléon. Ce syndicat qui tionnait. A partir de cette a recuelli 83% des voix dans date, des défilés quotidiens le premier collège aux der- ont eu lieu, permettant d'afnières élections des délé- firmer la force et l'efficacité

La défaillance de

Le recours répété aux 3300 F d'augmentation sur constats d'huissiers et aux ne. Alors la direction a es-Le mouvement a pris le sayé de mobiliser les cadres au contact de grévistes nom-Devant l'attitude agressi- breux et déterminés qui s'en

Des travailleurs du CKD (Grand-Couronne) apportant leur soutien aux grévistes de Cléon, le mardi 5 novembre. quets de grève.

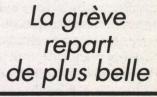
Le gouvernement au service de la Régie

En très peu de jours, la grève de Cléon avait entraîné l'arrêt ou la mise en sommeil de la plupart des usines du groupe Renault. Le gouvernement tablant sur le pourrissement de la grève espérait ne pas avoir à s'en mêler. Seulement au bout de deux semaines de confrontations avec les cadres et les chefs, le nombre A défaut de pouvoir mo- des grévistes actifs avait leur moral.

Le mercredi 30 octobre, le ministre du Travail, Martine Aubry, s'est donc résolu à nommer un "conciliateur" pour permettre l'ouverture de négociations. En fait d'arbitrage, le gouvernement a tout de suite montré qu'il se rangeait totale- Grand-Couronne et la grève ment du côté de Lévy. Mar- commençait au Mans le luntine Aubry ne voulait pas di 4 novembre, mais la grèentendre parler d'augmen- ve de Cléon ne faisait pas tations de salaires et elle boule de neige. dénonçait la grève comme étant "minoritaire" et "illégale". Il était clair que toutes les concessions devaient venir des grévistes. Alors que la position de la direction de Cléon n'avait pas évolué d'un pouce, le ministre du Travail lançait un ultimatum aux syndicats pour acpseudocepter les propositions de Guilmin. Enfin le 3 novembre, elle laissait entendre que "la liberté du travail" allait être

rétablie à Cléon par les forces de l'ordre.

Le gouvernement n'a envoyé les CRS et les gardes mobiles qu'au vingtième jour de la grève. Il craignait jusqu'alors qu'une telle intervention ne provoque un effet de contagion qui ne s'était pas encore produit. Certes il y avait eu des débrayages au CKD



le lundi 5 novembre n'a pas provoqué une vague d'indignation dans le pays.

Le gouvernement s'est empressé de faire savoir par les médias que l'opération



L'envoi des CRS à Cléon

4 • Lutte Ouvrière n° 1220 - 15 novembre 1991 •



s'était effectuée "en douceur". Quant aux dirigeants syndicaux de Cléon, ils se précipitèrent sans vergogne à la table des négociations quelques heures après l'arrivée des forces de police.

De leur côté les grévistes ne prenaient pas au tragique la présence des CRS même s'ils ont commencé par les interpeller en termes vigoureux. Pour eux, c'était l'évidence, la grève continuait mieux que jamais. Le gouvernement avait en quelque sorte donné un coup de matraque dans l'eau. Il faut dire que ce jour-là de nombreux travailleurs favorables à la grève mais qui n'avaient guère été présents aux piquets de grève commencèrent à affluer à l'usine. Alors qu'on pouvait évaluer à un millier le nombre de ceux qui participaient aux piquets jusqu'alors, ce sont 1 500 grévistes supplémentaires qui sont venus participer aux piquets et surtout aux défilés dans l'usi-

Cet apport redonna de l'élan à la grève pendant deux jours. Il était évident que la majorité des travailleurs étaient toujours favorables à la grève et que celle-ci était plus effective que jamais. Sauf pour les médias qui, niant tranquillement la réalité, parlaient de la "reprise" à Cléon...

Mercredi 6 novembre, la grève restait puissante même si la fatigue physique se faisait sentir. La veille, de nombreux grévistes avaient été présents tôt le matin jusqu'à tard le soir! Sans compter les vingt jours de piquets, dans le froid et sous la pluie, que nous avions dans les jambes.

Le matin nous étions malgré tout 800 pour le défilé et le piquet à P4. L'après-midi nous étions au moins un millier et l'ambiance était plus chaude que jamais.

Quelques dizaines d'ousupplémentaires vriers avaient bien repris le travail et d'autres n'espéraient plus obtenir grand-chose de plus que les 150 F d'augmentation que proposa d'abord la direction. Mais la majorité des grévistes trouvaient cette augmentation ridicule. Et chacun d'ironiser: "Ils ont oublié un zéro".

Les dirigeants de la CGT-Cléon restaient encore sur cette longueur d'ondes. Leurs sarcasmes allaient toujours bon train quand la direction proposa 172 F d'augmentation et une prime de 400 F. Bref, ils donnaient encore ce mercredi soir toutes les apparences de tenir ferme face à la direction. Côté grévistes, le point de vue le plus fréquent était qu'on pourrait reprendre la tête haute avec 500 ou 600 F d'augmentation et une bonne indemnisation des heures de grève.

Le lâchage des syndicats

Dans la nuit du 6 au 7 novembre la négociation entre la direction et les syndicats avait abouti à un protocole d'accord prévoyant une prime mensuelle de 224 F et une prime exceptionnelle de 1000 F. On était loin du compte par

rapport à ce que demandaient les grévistes. La direction renonçait aux licenciements de certains grévistes (sans renoncer à d'autres sanctions) mais à condition que les syndicats signent le protocole d'accord avant 18 heures le jour même.

Ce jeudi matin les grévistes étaient moroses. Ils n'étaient plus que 350, soit 100 au piquet et 250 pour organiser le défilé dans l'usine. Bien des travailleurs de l'équipe de nuit étaient rentrés chez eux avec la conviction que la grève continuait et en sachant qu'il y aurait une consultation l'après-midi sur le protocole d'accord.

Quant aux délégués CGT présents, ils se disaient "très déçus", ce qui ne contribuait pas à remonter le moral. Ils faisaient savoir qu'il y aurait une assemblée générale à 10 heures pour se prononcer sur le protocole d'accord. La tête à l'envers, le secrétaire de la CGT-Cléon, Jacky Touzain, déclara devant les 600 grévistes présents et sur un ton glacial que l'on ne pouvait pas continuer ainsi, que la grève était minoritaire et qu'il y avait un ultimatum de la direction. Il fallait voter à bulletins secrets sur ses propositions. "Elles sont inacceptables", disait-il, "mais voter contre cela signifierait automatiquement le licenciement d'un de nos six camarades qui n'est pas protégé par un mandat syndical."

Le secrétaire de la CFDT intervint dans le même sens, celui de la reprise, de même qu'un responsable de la CGT par ailleurs militant de

mèrent leur écœurement et militant de LO et un militant leur indignation. Un travailleur connu comme militant convaincre de Lutte Ouvrière prit la qu'il fallait continuer la grèparole contre le protocole, contre le chantage de la direction et pour la poursuite de la grève ; il fut applaudi par une bonne partie de l'assistance. Après le vote de l'équipe du matin, les grévistes de l'équipe de l'après-midi et de la nuit étaient convoqués pour 15

Mais juste avant, l'UD-

CGT avait programmé depuis la veille un meeting avec une équipe de dirigeants nationaux de la CGT, Louis Viannet, Gérard Alezard et Jean-Louis Fournier. hypocrisie une consommée, Viannet prétendit que la décision de continuer ou de reprendre appartenait aux travailleurs de Cléon dont il saluait "la lutte exemplaire" et que la CGT ne pèserait dans aucun sens. Ces gens-là débarquaient à Cléon après trois semaines de grève, non pas pour apporter un soutien mais pour peser de tout leur poids sur la CGT de Cléon afin de faire cesser la grève. Certains travailleurs ne s'y sont pas trompés et ont balancé à Viannet quelques bien quolibets sentis comme: "On veut des sous, pas des guignols !".

900 grévistes étaient présents à l'assemblée de l'après-midi. Les interventions syndicales furent semblables à celles du matin. Selon les dirigeants de la CGT-Cléon le chantage de la direction était "inacceptable" mais nous devions quand même y céder. Quelques travailleurs intervinrent dans ce sens mais d'au-

la LCR. Des grévistes expri- tres travailleurs ainsi qu'un de la LTF ont essayé de l'assemblée

Le résultat de la consultation à bulletins secrets a plongé les dirigeants syndicaux dans l'embarras : 807 pour continuer la grève et rejeter les propositions de la direction et 717 contre! Si 1 524 grévistes avaient participé au vote, un certain nombre n'ont pas voulu y participer ou sont restés chez eux ce jour-là.

Après une bonne heure de réflexion, les responsables de la CGT-Cléon revenaient nous dire que la majorité en faveur de la poursuite de la grève n'était pas suffisante et qu'ils appelaient à la reprise pour le lendemain. Certains apostrophaient les travailleurs présents : "Qui est prêt à assurer un piquet immédiatement ?". Des discussions vives s'engagaient entre les grévistes et les responsables cégétistes. Nous n'étions plus que 250 mais surtout le moral n'existait pas pour braver la décision de la CGT.

La reprise

Vendredi 8 novembre il y eut un rassemblement à chaque porte une dernière fois, comme nous le faisions chaque matin depuis 22 jours. Tout le monde avait la gorge serrée et personne n'a eu envie de défiler dans l'usine comme y appelaient timidement certains responsables de la CGT. Nous sommes donc rentrés en nous regroupant par atelier. Les chefs et les non-grévistes ont adopté un profil bas toute la journée et ils ne se sont pas montrés au restaurant. Le sentiment dominant était bien sûr l'amertume. Même ceux qui avaient voté la reprise étaient conscients que nous n'avions pas pu aller jusqu'au bout de nos possibilités. Pas mal de grévistes auraient aime poursuivre la grève au moins jusqu'au mardi suivant. C'est cela qui alimentait les discussions bien plus que les faibles résultats de la grève sur le plan revendicatif.

Mais un autre sentiment s'exprimait aussi parmi les grévistes, celui d'être fiers d'avoir participé à un mouvement aussi important et d'avoir rendu quelques coups sérieux après en avoir encaissé de nombreux ces dernières années de la part de la direction et du gouvernement.

Correspondant LO



AU MANS, LA GRÈVE CONTINUE

Bien qu'à Renault-Cléon la grève se soit terminée dans les conditions que l'on sait et que le travail ait repris, à Renault-Le Mans la grève, débutée lundi 4 novembre · dans l'après-midi, (soit la veille de l'intervention des CRS à Cléon) continue sur des revendications salariales de classification et d'emploi (aux départs des anciens, embauche des jeunes).

Malgré la forme de lutte décidée par les syndicats CGT-CFDT, à savoir la "liberté du travail" pour ceux qui veulent, la grève est largement majoritaire dans les rangs ouvriers et la production quasiment nulle. Une manifestation, mercredi 6 novembre dans l'usine, a permis de voir que dans les ateliers il n'y avait quasiment personne au tra-

La direction pourtant ne ménage pas ses efforts pour nous casser le moral : coups de téléphone au domicile des travailleurs, pétition contre la grève, entrée groupée de non-grévistes aux portes accompagnés de chefs et de cadres, etc.

Tout cela sans grand succès jusqu'à présent puisque, sur les trois équipes, le nombre d'ouvriers non-grévistes ne dépasse pas 20% sur 3 500 ouvriers à l'Automobile.

Au contraire même parmi le personnel ETAM (employés, techniciens et agents de maîtrise) des débrayages se sont multipliés et certains, sautant le pas, sont entrés dans la grève à nos

Le moral reste donc bon parmi les grévistes qui se succèdent à la porte aux heures de prise d'équipe.

Dans la semaine, les discussion allaient bon train, suite aux déclarations du PDG de Wolkswagen au journal Les Echos à propos des augmentations de salaire des ouvriers allemands; surtout par rapport à ce que propose la direction lors des séances de négociations avec les

Durant le week-end prolongé du 11 novembre, spectacles, bals et activités étaient proposés pour maintenir une présence aux portes. Il y avait de l'ambiance, malgré la pluie.

Dimanche 10 novembre, la direction proposait au titre de l'intéressement local sur l'usine du Mans un supplément de 680 F en novembre et de 520 F en décembre pour l'année 1991, et évidemment rien d'assuré pour 1992, puisque c'est le propre de ce genre de prime. Et rien sur les salaires, des broutilles sur

La grève continuait donc, et mardi matin 12 novembre, à la prise de l'équipe et à la normale, ceux qui sont rentrés escortés par les chefs et par les cadres n'étaient pas beaucoup plus nombreux que la semaine pas-

Correspondant LO

PARTIELS! Un millier de travailleurs, dont 630 ouvriers, produisent dans cette usine les divers systèmes hydrauliques (direction assistée, suspension), montés sur les voitures Citroën XM et BX.

Citroën-

Asnières

CHÔMAGE

PARTIEL...

SALAIRES

Depuis plusieurs années, les vagues de licenciements ont réduit l'effectif. La dernière vague a supprimé au total 228 postes. Elle concerne 63 anciens et 84 mutations vers d'autres usines du groupe, principalement vers Aulnay, les autres suppressions ont été réalisées par des licenciements "secs". Ceux qui restent sont mis au chômage quasiment un jour par semaine depuis un an. Depuis octobre 1990, cela fait 40 jours de chômage à 60% du salaire, payés pour l'essentiel par les ASSEDIC. Cela fait de belles économies pour le patron et pour Calvet, le PDG de PSA, groupe à qui appartient Citroën. On comprend mieux comment PSA peut battre le record européen pour les bénéfices en 1991 : 9,3 milliards (39,3 milliards en 6 ans !).

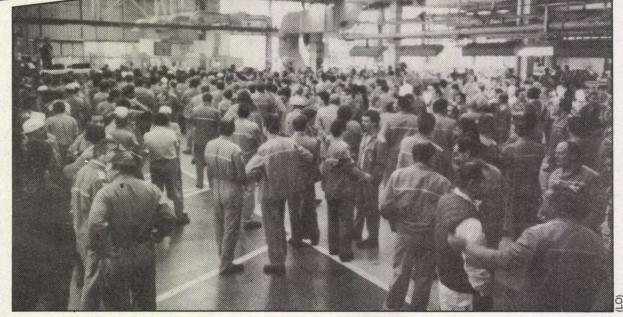
Ce chômage, total pour les uns, partiel pour les autres, ne veut pas dire que la direction n'a pas besoin de la production. A Asnières, la direction a demandé aux anciens qui partaient en FNE en juillet de revenir en septembre faire leur préavis, y compris pour les immigrés qui devaient revenir du pays. Et tout récemment le directeur de l'usine, lors d'une réunion avec la maîtrise, a affirmé qu'il fallait pour 1992 faire 10% de production en plus avec 10% d'effectif en moins. Rien que cela.

Tout le monde dans l'usine se dit que cela annonce peut-être sa fermeture. Mais la direction, elle, ne dit rien du tout. Pour l'instant c'est la baisse des effectifs et des salaires pour nous. Sans doute ses projets sont-ils faits, mais ce n'est pas son souci de nous en informer. Certains d'entre nous ont déjà connu cela avec les fermetures des autres usines de la région parisienne : Levallois, Nanterre et Clichy. Alors nous savons qu'il faut nous attendre à riposter à de nouveaux coups bas.

Correspondant LO



Le jour-même de l'intervention des CRS à Cléon, le mardi 5 novembre, la direction de Flins convoquait au travail l'équipe d'après-midi. Précipitation qui sentait de loin son calcul: il s'agissait de faire croire que le travail avait repris à Cléon. Mais, à Flins, chacun savait que la grève continuait à Cléon. De plus, comme à l'usine il manquait pas mal de monde, l'ambiance de travail n'y était pas et le démarrage de la production fut laborieux. Enfin, il y avait de nombreuses discussions sur la grève de Cléon, sur les salaires; certains demandaient aux délégués d'organiser un débrayage et dans le secteur du MADC, les travailleurs sont allés à plusieurs dizaines entretenir les responsables au sujet de réussi, surtout dans les secl'intervention des CRS et teurs de professionnels, des salaires.



Un débrayage à Flins au début du conflit de Cléon.

cats appelèrent à un débrayage le jeudi 7 novembre : il fut suivi par plus de mille travailleurs sur les trois équipes, bien contents d'avoir au moins marqué le coup. Une minorité bien sûr dans une usine comme Flins, mais tout de même un débrayage relativement bien que des informations

Finalement, les syndi- circulaient déjà sur le fait que les syndicats CGT et CFDT de Cléon avaient appelé à la reprise à Cléon.

> Le lendemain matin, à la confirmation de la nouvelle c'était la surprise et même la colère dans certains secteurs, notamment chez les professionnels. "Les syndicats ont poussé à la grève, maintenant que ça marche ils l'arrêtent"

du comportement des directions syndicales, parmi ceux qui avaient été partisans de faire grève avec ceux de Cléon comme parmi ceux qui ne l'avaient pas été. Mais en même temps, pour les uns comme pour les autres, tout cela n'incitait guère à l'action.

entendait-on. Bref, beau-

coup étaient très conscients

Correspondant LO

Quand Martine Aubry travaille pour les licencieurs

Le chômage? Mitterrand et son gouvernement ont, paraît-il, bon espoir de le voir diminuer... un jour. Mais en attendant, les ministres laissent faire, quand ils n'organisent pas les licenciements, en s'efforçant seulement qu'ils se voient le moins possible.

Début octobre, devant la publication de chiffres catastrophiques du chômage, Edith Cresson avait demandé aux groupes publics de revoir leurs plans de licenciements. «Pour rien. En pratique, personne n'a changé quoi que ce soit à ses projets. Rhône Poulenc s'est contenté de différer une réunion de Comité d'entreprise pour éviter d'avoir à annoncer des réductions d'effectifs le jour où Mme Cresson parlait à l'Assemblée nationale des plans sociaux», relève l'hebdomadaire Le Nouvel Economiste.

Quanti au ministre du Travail, Martine Aubry, elle vient de publier une circulaire administrative sur «les plans sociaux et l'accompagnement licenciements économiques» qui pèse son poids d'hypo-

Après avoir constaté que le nombre d'inscriptions à l'ANPE, pour cause de licenciements économiques, était déjà en augmentation de 10 % durant les six premiers mois de l'année, avant même les plans annoncés récemment par toute une série de grands groupes, le ministre du Travail rappelle les mérites pour les entreprises - du chômage partiel, «dont les conditions de prise en charge par l'Etat viennent d'être très significativement améliorées».

Puis viennent les conseils en cas de licenciement collectif: il faut alors «un plan



Destruction d'un haut fourneau d'Usi-

social» qui permettra «l'étalement dans le temps des opérations de licenciement». Passant en revue les différentes formules légales possibles, le ministre demande à ses services «un effort d'animation et de formation des agents».

Le point le plus notable est que pas une seule ligne de cette longue note n'est consacrée à évoquer les sanctions que pourraient encourir les chefs d'entreprises quand ils violent les dispositions légales. Le ministre du Travail, ancien directeur général adjoint de Péchiney il y a seulement quelques mois, continue de travailler pour les patrons. Pierre VERNANT

USINOR, trust d'Etat, s'apprête à licencier

LA PAILLE ET LA POUTRE (D'ACIER)

semaines, un plan de réduction d'effectifs en préparation à Usinor- A moins que le PDG et Sacilor avait été évoqué ses sbires ne soient totadans la presse, le gouver- lement incompétents. nement avait réagi en fai- Auquel cas il leur faudra

demandant à la direction de revoir ses plans. C'était pour la frime. La direction de ce trust, contrôlé à 100 % par l'Etat, vient en effet tranquillement de confirmer ses projets en annonçant son intention de supprimer 6 700 emplois d'ici à 1994, principalement en Lorraine et à Caen.

Deuxième producteur mondial d'acier, groupe aurait des difficultés, du fait de la mévente dans l'automobile et le bâtiment. C'est du moins ce que dit son PDG, qui invoque aussi la concurrence jugée par lui déloyale des pays d'Europe de l'Est, accusés de vendre de l'acier trop bon marché.

Un patron qui a décidé de licencier trouve évidemment toujours de mauvais prétextes. Mais il faut croire que la situation n'est pas si mauvaise que ça puisque, l'an dernier, la société a dépensé la bagatelle de 7 milliards de francs, soit deux fois le montant de ses bénéfices 1990, pour acquérir une demi-douzaine d'en-Quand, il y a quelques treprises sidérurgiques allemandes, italiennes, anglaises et américaines. sant les gros yeux et en se licencier en premiers.

Les emplois baladeurs de Cresson

Les élèves de l'Ecole nationale d'administration, cette pépinière de hauts fonctionnaires destinés à occuper les meilleurs fauteuils de la haute administration et les cabinets ministériels, ne sont pas contents. Pensez-donc : leurs locaux vont être déménagés de Paris à Strasbourg. On conçoit évidemment le dépit de ces jeunes gens aux dents longues qui, exilés en Alsace, ne pourront plus pratiquer la fréquentation des ministères parisiens aussi assidûment. Leur carrière, c'est sûr, va en prendre un

Pas de quoi tout de même en faire une affaire d'Etat. Mais leur mauvaise humeur aura au moins servi à faire un peu parler du plan de décentralisation d'Edith Cresson qui, sans cela, serait sans doute passé inaperçu. Car si la liste des services déplacés est longue (les tabacs et allumettes partiront à Angoulême, la conservation des brevets à Lille, le loto à Marseille et l'étude des machines agricoles à Clermont-Ferrand), le nombre d'emplois ainsi transportés en province ou en grande banlieue n'atteindra que 2 500 au total. A défaut de créer des emplois, Edith Cresson aura au moins prouvé qu'elle sait en déplacer quelques-uns et surtout le faire savoir.



Pas de pauvres chez les riches

Certains des sans-logis qui campent depuis quatre mois Quai de la Gare à Paris se sont vu proposer, par la Préfecture, des d'ailleurs pas.

Mais la petite bourgeoisie du coin et les élus ont manifesté contre ces pauvres, ces travailleurs, qu'on voulait amebaraquements provisoires ner chez eux. Les rupins dans un arrondissement sont tellement sensibles : un peu plus chic de la ils ne supportent pas la capitale, le XVIIe. Ce pro- misère sous les fenêtres visoire ne leur convient de leurs beaux appartements!

Y'a plus d'plaisance

Jacky Setton, le PDG de Pioneer France, va démolir le port de plaisance qu'il avait illégalement construit sur une île du sud de la Corse. Le tribunal, un peu poussé par les plastiqueurs du FLNC, en a décidé ainsi. C'est exceptionnel!

Mais ce n'est pas pour autant que

le reste du littoral et de l'intérieur, en Corse ou ailleurs, se verra libéré des innombrables parcs, villas et ports privés accaparés par les riches. C'est que dans l'immense majorité des cas, ces détournements de l'espace public sont autorisés et protégés par les auto-

Et pas de pauvres à la Poste

les PTT pourront obliger leurs clients ayant moins de 4 000 F de revenus par mois de se contenter d'un compte "limité aux servi-

Dès le 1er décembre, ces bancaires de base", c'est-à-dire sans chéquier. Finie l'égalité dans ce service "public".

C'est, paraît-il, pour lutter contre les chèques

sans provision. Il existe pourtant une autre solution: augmenter les "provisions", c'est-à-dire les revenus, bien au-delà de ces misérables 4 000 F.

Algérie



A l'appro des élect

La manifestation du 1° novembre.

Alors que les élections législatives repoussées en juin dernier sont programmées par le gouvernement algérien pour le 26 décembre prochain, entre 150 000 et 300 000 manifestants islamistes ont manifesté dans les rues d'Alger le 1er novembre, jour anniversaire du début de la guerre d'indépendance, à l'appel du FIS (Front Islamique du Salut). C'était la première grande manifestation islamiste depuis la levée de l'état de siège.

Bien sûr il est difficile de mesurer au seul résultat de cette manifestation l'influence réelle qu'a toujours le Front Islamique. D'autant que, pour assurer le succès de sa manifestation, le FIS avait fait venir militants et sympathisants de toutes les régions du pays, amenés souvent dans des cars municipaux : la gestion de la plupart des municipalités par le FIS depuis les élections de juin 1990 lui donne des moyens dont ne dispose aucun autre parti, mis à part le parti au pouvoir, le FLN. Mais il serait illusoire de se rassurer par cette seule explication.

Car rassembler autant de monde, même venu des quatre coins du pays, à la sortie de quatre mois d'état de siège et malgré l'arrestation de ses deux dirigeants les plus en vue et d'un certain nombre de ses dirigeants locaux (25% de ses maires seraient incarcérés) est au moins la preuve que le FIS n'est pas sorti de ces quatre mois réellement affaibli. La répression ne lui a pas fait perdre son attrait aux yeux des jeunes chômeurs des quartiers pauvres, bien au contraire: en particulier ceux de Bab-el-Oued et de la Casbah ont largement renforcé le cortège.

Et autant qu'on puisse en juger, les intégristes du FIS ne se contentent pas de leur influence parmi les jeunes des quartiers pauvres, sans parler bien sûr des commerçants et d'une partie du milieu étudiant, clientèles premières des mouvements intégristes. Ils cherchent

à être présents dans la classe ouvrière. On peut en trouver quelques exemples dans la presse. Ainsi le SIT (Syndicat Islamiste du ·Travail), créé par le FIS, vient de remporter 9 sièges sur 10 aux élections professionnelles de l'usine d'antibiotiques de Médéa, signale le Journal Alger Républicain du 16 octobre, journal animé par le PAGS (Parti de l'Avant-Garde Socialiste, le parti communiste algérien) : il est vrai que seuls 40% des 1300 ouvriers auraient pris part au vote. La même chose se serait produite quelques jours plus tard à l'usine de camions SNVI de Rouiba, dans la banlieue d'Alger, où le SIT a remporté 15 des 16 sièges à pourvoir. Là, la participation au vote aurait été dérisoire, 800 votants sur les 6000 ouvriers de l'usine. Et Alger Républicain de

citer un syndicaliste UGTA de l'usine reprochant au FIS de "profiter de la moindre occasion... d'utiliser toutes les failles de l'UGTA pour gagner la sympathie des travailleurs".

C'est bien là le problème : ceux qui ne veulent pas d'une dictature des islamistes, de leurs préjugés, sont probablement légion, notamment dans la classe ouvrière, mais persone ne propose vraiment autre chose aux travailleurs, aux jeunes chômeurs.

Jeux politiciens et crise sociale

Dans le jeu politicien qui reprend avec la préparation des élections de décembre, malgré l'influence d'autres partis, comme le FFS d'Aït Ahmed ou le RCD en Kabylie, le FIS reste donc le seul et redoutable concurrent du FLN, le

parti toujours au pouvoir. D'autant que le FLN est maintenant divisé en multiples fractions rivales, dont certaines pourraient bien chercher à s'allier avec les islamistes. Et c'est même en grande partie du FIS que dépend le fait que ces élections législatives aient réellement lieu ou pas, puisqu'il laisse planer la menace d'un nouveau boycott des élections, comme il les a boycottées et fait repousser en juin dernier, si ses leaders, Madani et Bel-Hadj, ne sont pas libérés de prison.

Quant au PAGS, le parti communiste algérien, il se contente, lui, d'annoncer qu'à cause de l'influence du FIS, et tant que l'interdiction du parti islamiste ne serait pas prononcée, il est opposé à la tenue des élections. Comme s'il suffisait d'interdire le parti islamiste réduire pour influence! Comme s'il suffisait de rassembler, comme le PAGS le préconise, tous les partisans d'une Algérie moderne, entrepreneurs, syndicalistes, cadres, ministres et ouvriers ensemble, pour d'un effort relever commun l'Algérie de la crise.

Derrière le jeu politique où s'affrontent les divers partis de la bourla situation économique de l'Algérie qui ne cesse de s'aggraver et la politique d'austérité de la classe dominante algérienne et de ses alliés et créanciers des grandes banques mondiales que les uns comme les autres s'apprêtent à gérer. Les hausses des prix officiels décidées par le gouvernement, il y a un mois, sont déjà dépassées sur le marché réel. Le chômage s'accroît, et plusieurs entreprises ont annoncé récemment des licenciements. Et cela risque de n'être que le début d'une série de fermetures de petites entreprises touchées par la crise et le renchérissement des fournitures, et des restructurations des entreprises envil'Etat. sagées par

UGTA-SIT, une concurrence pour contrôler les travailleurs et leur faire accepter la misère

Le mécontentement social est grand, et il s'est exprimé ces dernières semaines notamment par plusieurs grèves. Mais il n'est aucune organisation ouvrière pour coordonner réellement ces luttes, et aucun parti ouvrier pour leur donner des perspectives politiques.

L'UGTA, ancien syndicat unique, n'est toujours rien d'autre que le syndicat gouvernemental. Et si son secrétaire

che ons

ISE

général a récemment monté le ton dans une conférence de presse, critiqué les hausses de prix ou évoqué la menace qui pèserait, d'après lui, sur 500 000 emplois, c'est surtout pour redorer le blason de son organisation. Il s'empressait de parler plus de concertation que de lutte, et de climat de confiance à créer qui permettrait aux travailleurs de redresser la situation des entreprises: "Nous sommes prêts à serrer la ceinture". déclarait-il.

Après 30 ans de contrôle sur la classe ouvrière en tant que syndicat unique, rouage du parti unique, l'UGTA est visiblement bien déconsidérée. Le FIS, qui aspire aujourd'hui à prendre la relève du FLN au pouvoir, tente à son tour non seulement de s'implanter dans les quartiers les plus pauvres, mais aussi de profiter du vide pour prendre pied dans les entreprises, en y créant à son tour sa centrale syndicale. Ce n'est bien évidemment pas parce que ses militants, populistes, se soucient du sort des pauvres. C'est parce que les responsables islamistes savent que, dans la crise sociale que connaît l'Algérie, il leur sera nécessaire pour tenter de contenir les masses pauvres et les travailleurs, de les encadrer, de les contrôler, et si possible les réduire au silence... surtout s'ils viennent au pouvoir.

Olivier BELIN

Eltsine et l'affaire tchétchéno-ingouche

"L'HOMME FORT"... DÉJÀ AFFAIBLI!

Bien que la crise entre la République tchétchéno-ingouche et la Russie prennent parfois des allures de farce, elle peut malheureusement se transformer, elle aussi, en un nouveau conflit sanglant entre nationalités, et elle témoigne de la désagrégation de l'URSS sous la poussée de forces centrifuges et d'intérêts particuliers. Elle met également en lumière la politique répressive que le "démocrate" Eltsine souhaiterait bien pouvoir employer pour faire passer l'envie à quiconque de contester son autorité.

Après qu'Eltsine s'est employé à jouer la carte du nationalisme russe pour affermir son propre pouvoir au détriment de Gorbatchev, c'està-dire du pouvoir central, il est évidemment assez peu surprenant de voir qu'au sein même de la Russie (qui est, elle-même, une fédération comprenant 16 Républiques autonomes), certains dirigeants locaux ont si bien retenu la leçon qu'ils jouent à leur tour la carte nationaliste, réclamant des pouvoirs accrus et, en particulier, l'indépendance par rapport à la Russie. Le problème est d'autant plus sérieux pour Boris Eltsine que ces Républiques autonomes détiennent une part très importante des richesses minières, dont la Russie a d'autant moins l'intention d'abandonner le contrôle qu'il lui a fallu une lutte acharnée contre le pouvoir central pour le lui

La République de Tchétchéno-Ingouchie a beau être petite (19 300 km2, 1 200 000 habitants), elle est, paraît-il, fort riche en pétrole. Et elle a déclaré unilatéralement son indépendance, au grand dam de la Russie qui cherche appui sur les minorités ingouches (11,7 %) et russes (29,1 %) qui, elles, souhaitent continuer à être rattachées à la Russie. Bref, rivalités et conflits d'intérêts s'expriment à tous les échelons et s'appuient sur des populations étroitement imbriquées les unes dans les autres. C'est dire qu'à tenter de dresser les minorités nationales les unes contre les autres pour des intérêts qui ne sont pas les leurs - on peut malheureusement aboutir à des situations dramatiques, des luttes sanglantes et incontrôlables.

Pour l'instant on n'en est pas encore là, heureusement, en Russie. Et les tentatives d'Eltsine de faire prévaloir son autorité ont pour l'instant échoué de façon dérisoire.

Fin octobre, Eltsine avait voulu

interdire l'élection du président de la République tchétchéno-ingouche. Celle-ci avait eu lieu quand même et Doudaev, ex-général de l'armée soviétique, avait été élu

Eltsine s'est obstiné et a décrété, le 7 novembre dernier, la veille de la cérémonie d'intronisation du président tchétchène, l'état d'urgence pour un mois dans la République, la plaçant ainsi sous administration provisoire, en même temps qu'il envoyait des troupes pour arrêter Doudaev, imposer le couvre-feu à la population et récupérer les armes qu'elle détenait.

Mais les troupes russes ont été arrêtées par la garde nationale tchétchène et la cérémonie d'investiture de Doudaev a eu lieu, avec tout le faste voulu et surtout une mobilisation de la population probablement inespérée en temps normal : des milliers de personnes ont manifesté nuit et jour leur soutien, tirant des coups de feu en l'air pour bien montrer qu'elles se moquaient des décisions d'Eltsine.

Finalement, le 11 novembre, devant l'impossibilité complète d'appliquer les décisions va-t-en-guerre d'Eltsine, le Parlement russe a désavoué à la quasi-unanimité le recours à l'état d'urgence, à la grande joie de la population tchétchène!

L'autorité d'Eltsine ne sort pas renforcée de cette affaire, évidemment. Non seulement son geste n'a pu que renforcer la méfiance des autres minorités nationales de Russie, comme les Tatars qui réclament, eux aussi, le droit d'avoir une garde nationale à eux, et même des autres Républiques qui craignent la domination de la République russe. Mais il compromet sa capacité à faire appliquer les fameuses réformes économiques pour lesquelles il a obtenu les pleins pouvoirs et qui sont maintenant ouvertement discutées, sinon contestées en particulier la libération des prix,

Le général Doudaev. Des soldats «soviétiques» sur un aéroport de la région.

que le maire de Léningrad par exemple juge inopportune.

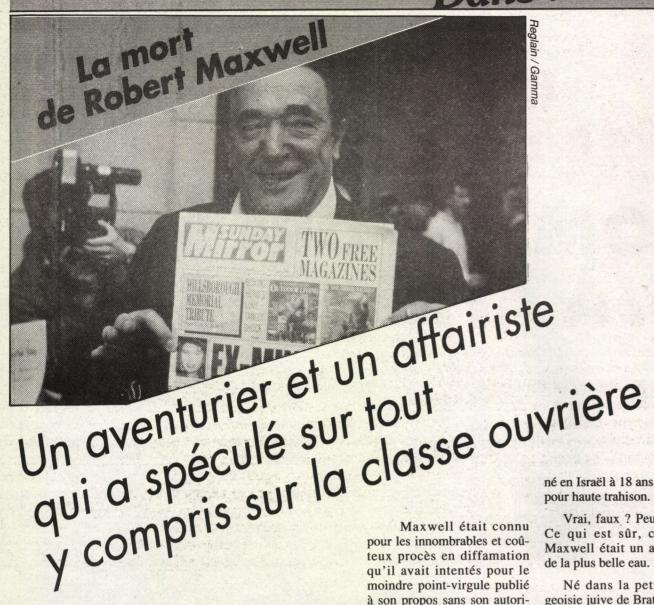
Finalement deux mois après le coup d'Etat manqué qui avait semblé conférer à Eltsine une autorité accrue, lui permettant de procéder aux réformes qu'il reprochait tant à Gorbatchev de ne pas effectuer, l'affaire tchétchéno-ingouche, s'ajoutant à d'autres comme la question de la réforme économique,

montre combien son autorité est déjà affaiblie, alors que sa politique ressemble de plus en plus à celle de Gorbatchev, tant par ses hésitations que par ses accès d'autorité suivis de reculs forcés et précipités.

Et, à chaque fois, l'URSS, ellemême, se désagrège un peu plus sous les coups de toutes ces rivalités politiciennes.

Dominique CHABLIS

Dans le monde



Le magnat de la presse britannique. Robert Maxwell, aura fait couler encore plus d'encre mort que vivant.

Depuis que son cadavre a été découvert dans les eaux de l'Atlantique, la presse spécule : crise cardiaque, suicide, crime passionnel, assassinat politique, règlement de comptes entre services d'espionnage, tout y passe.

Derrière ces parfums de roman noir, il y a cependant un autre aspect de Maxwell dont on parle moins, mais qui a sans doute plus compté dans la vie politique britannique : ses liens avec le Parti Travailliste.

Maxwell, étalant sa bedaine sur son bateau fatal: ...Mais déjà ?» non. jamais!

à son propos sans son autorisation expresse. Et, de leur propre aveu, les journalistes s'empressent aujourd'hui de rattraper le temps perdu. Avec d'autant plus de plaisir que l'empire financier Maxwell, criblé de dettes, réagit à chaque accusation par une baisse en Bourse.

Ainsi dit-on maintenant que Maxwell aurait touché de l'argent de Moscou, qu'il aurait aussi fait du renseignement en Europe de l'Est pour le compte des services secrets britanniques, qu'il aurait enfin trempé dans les trafics de devises à grande échelle et dans les trafics d'armes.

Selon d'autres, Maxwell aurait organisé, pour le compte du Mossad (les services secrets israéliens), l'enlèvement. à Londres de Mordehaï Vanunu en 1985 - ce jeune savant atomiste israélien qui avait révélé au Sunday Times la naissance imminente d'une bombe atomique israélienne et qui, depuis, a été condamné en Israël à 18 ans de prison

Vrai, faux? Peu importe. Ce qui est sûr, c'est que Maxwell était un aventurier

Né dans la petite bourgeoisie juive de Bratislava, en Tchécoslovaquie, il avait émigré en Grande-Bretagne à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Quelques années plus tard, il gagnait ses premiers millions dans les complexes trafics de devises et de fournitures entre les Etats-Unis et les pays d'Europe de l'Est qui précédèrent la guerre froide. Puis, il s'était constitué un empire dans l'édition et l'imprimerie, en rachetant les unes après les autres une série d'entreprises au bord de la faillite, pour finalement étendre son activité à la presse et aux médias au début des années quatre-vingts, en Grande -Bretagne, aux Etats-Unis, en Israël et en Europe de l'Est. Sans parler de son OPA sur le prestigieux club de foot, Oxford United.

Entre-temps, Maxwell avait été, de 1964 à 1970, député travailliste d'une circonscription rurale du Buckinghamshire. Ses liens avec la droite du parti étaient notoires, comme sa désapprobation de la politique des gouvernements travaillistes des années 1974-1979, qu'il condamna avec véhémence pour leur laxisme envers les "agitateurs".

En 1984, Maxwell rachetait le Mirror Group Newspapers, éditeur du Daily Mirror, le seul quotidien s'adressant à l'électorat travailliste. Tout en conservant cette orientation, Maxwell spécula à la fois sur la loyauté d'ouvriers qui achetaient le Mirror pour ne pas acheter un journal conservateur, et sur toute la gamme des préjugés dont se nourrit la presse à scandale. Il fit du Mirror une espèce d'Ici Paris quotidien, tirant à plusieurs millions

d'exemplaires, vaguement de gauche, où l'on peut même lire de temps à autre, en page intérieure, la colonne d'un journaliste d'extrême-gauche connu, tandis que les pires ragots sont étalés complaisamment à la Une.

C'est sous la direction de Maxwell, ami personnel et allié du leader travailliste Kinnock, que le Mirror est devenu l'organe virulent de la politique anti-ouvrière de la direction travailliste. Lors de la grève des mineurs de 1984-1985, ce fut la Une du Mirror qui condamna les grévistes en des termes que la direction travailliste n'osait employer ouvertement. Ce qui n'empêcha pas Maxwell de bénéficier sans vergogne, l'année suivante, de l'appel au boycott des journaux de Murdock, lancé par les grévistes du Times et du Sun. Puis, deux ans plus tard, de se lancer de nouveau dans une

violente campagne accusant le leader du syndicat des mineurs, Scargill, d'avoir touché de l'argent de Kadhafi et de

Aventurier, chevalier d'industrie, homme d'affaires ou combinard d'envergure, comme on voudra, Maxwell était tout cela. Mais le côté le plus répugnant du personnage était sans doute cette prétention de parler, du haut de ses milliards, au nom des intérêts des travailleurs, pour en tirer encore plus de milliards. Et le pire est qu'il se soit trouvé des légions de politiciens soidisant de gauche pour lui prêter leur crédit auprès des travailleurs. Ces politiciens-là, eux, ne sont pas morts : ce sont ceux qui s'apprêtent aujourd'hui à former le futur gouvernement travailliste.

François ROULEAU



LUTTE DE CLASSE DE NOVEMBRE (n° 42) **EST PARUE**



ENVOI CONTRE 12 F en timbres.

Travailleurs en lutte

Le mouvement des assistantes sociales

BLOCAGE DU TGV... CONTRE BLOCAGE GOUVERNEMENTAL

Le mouvement de grève des assistantes sociales en est à sa neuvième semaine (depuis le 16 septembre, pour les premières des grévistes) et, face à la volonté du gouvernement de ne rien lâcher, bon nombre d'AS restent déterminées à continuer.

Mais il est vrai qu'à la différence des ouvriers de Renault, des AS qui s'arrêtent de travailler ne bloquent pas la produc-Et un des problèmes du mouvement a donc été, depuis le début, de se faire connaître. Mais ce n'est pas facile et il a fallu que les AS organisent (avec l'aide de la CGT cheminots) une opération "coup de poing" à 2000 environ, jeudi 7 octobre, en bloquant les voies TGV de la gare Montparnasse de 15 h à minuit et demi, pour que la télévision, les radios et les journaux en parlent vraiment.

Tout le monde était d'ailleurs très content, car on a pu voir débarquer sur les voies en début de soirée, le chargé de mission gouvernemental, un nommé Blocquaux, qui invitait une délégation à se rendre à Matignon. Mais l'arrivée de ce

Blocquaux, n'était pas un débloquage! Et comme la délégation est revenue quelques heures plus tard les mains vides, les grévistes ont décidé le lendemain en assemblée générale de poursuivre la grève. Une nouvelle journée d'action est

prévue pour jeudi 14 dans toute la France, d'autant plus que ce même Blocquaux doit rendre public le rapport de sa "mission" dite "de concertation" le 15.

Le ras-le-bol des AS est bien réel. Celles qui travaillent sur des quartiers ont à travail, qui s'accroît année après année, du fait de la dégradation du niveau de vie d'une partie importante de la population, tout en ayant en plus à remplacer les collègues en maladie ou en congés maternité. De plus, pour toutes, il y a un problème de salaire : celles qui débutent sont payées 5 900 F. Le mouvement a chiffré comme revendication un salaire d'embauche à 10 000 F net.

Et puis il y a aussi le fait que leur travail consiste à essayer de faire en sorte que les gens qui viennent les voir arrivent à s'en sortir, face au manque d'argent, au chômage, ou aux problèmes de logement, par exemple. Et cela, elles y parviennent

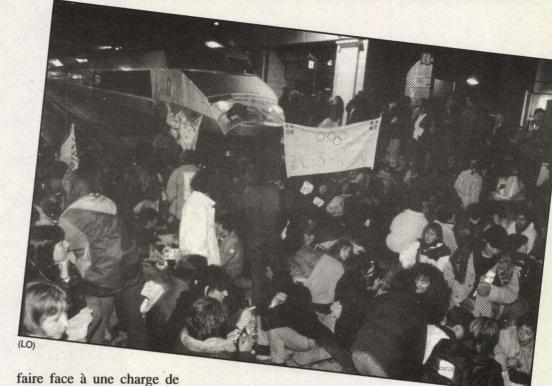
de moins en moins, car il faudrait avoir de plus en plus de moyens, ce qu'elles n'ont pas.

Tout cela explique en grande partie pourquoi le couvercle de la marmite a sauté. Le sentiment d'être méprisées par les pouvoirs publics, de même que les usagers des services sociaux, est devenu insoutenable. Et beaucoup redoutent de reprendre, après la grève, dans les mêmes conditions.

Dès le départ, les grévistes s'en sont prises au gouvernement. Mais celui-ci n'a rien lâché. Le mépris affiché par le gouvernement, qui ne daigne même pas négocier (car officiellement il n'y a jamais eu de

négociations), en écœure certaines mais renforce aussi la détermination de beaucoup. Les AS disent qu'aucun problème n'est réglé. Et même celles qui ont repris le travail au bout de 7 ou 8 semaines de grève pensent qu'il faudra repartir en lutte tôt ou tard.

Alors aujourd'hui, bien sûr, après neuf semaines, le mouvement est moins massif que dans les premiers temps. Mais de plus en plus d'AS se rendent compte que, pour faire reculer le gouvernement, il aurait fallu, et il faut encore, être plus nombreux, en se joignant, en particulier, aux autres catégories du secteur



Municipaux de Tours

LA GROGNE DES "OUBLIÉS"

dicats CGT, CFDT et FO des municipaux de Tours a été largement suivie - de 50 à 100% de participants dans beaucoup de services pour un effectif total de l'ordre de 3 000 municipaux. L'assemblée générale organisée dans la cour de la mairie a réuni plus de 500 grévistes.

Motif de cette contestation qui n'avait pas depuis longtemps atteint une telle ampleur : la revendication d'une prime

mensuelle de 1 000 F pour visait, selon le maire, à Jeudi 7 novembre, la tous, que le personnel rendre plus attractifs pour adoptée. grève appelée par les syn- réclame avec une insis- un certain nombre de ca- En septembre-octobre tance croissante au maire dres les postes offerts par deux réponses parvinrent. de Tours, Jean Royer, de- la mairie. Et pour quelpuis plus de six mois ques-uns de ceux-là, en maintenant.

> décembre 1990 - le Conseil municipal de sion de revaloriser la paye de quelque 350 agents appartenant pour l'essen- agents tiel aux catégories A et B

effet, les primes auraient A l'origine- c'était en entraîné une augmentation de 6000 F par an, accordée à raison de Tours avait pris la déci- 2000 F chaque année sur

Pour la plupart des concernés, la prime aurait atteint des services administra- 2000 F par an, là aussi tifs, exerçant des fonc- en trois ans. Le problème, tions d'encadrement (ré- c'est que plus de 2500 dacteurs, attachés, direc- municipaux, les plus mal

payés de surcroît, se voyaient purement et simplement "oubliés". Et c'est ce qui provoqua la grogne.

A l'occasion de plusieurs assemblées, organisées avant l'été en dehors du temps de travail, qui réunirent de 400 à 600 personnes, la revendication d'une prime teurs, etc.). Cette mesure mensuelle de 1000 F minimum pour tous fut

> Celle de l'Etat, estimant les augmentations envisagées par le maire non conformes à la loi ; celle du maire, proposant royalement une prime de 70 F par mois pour tous les "oubliés"! Pas étonnant alors qu'à l'occasion de la journée d'action FO-CGT du 24 octobre, 200 municipaux se soient retrouvés en cortège dans la manifestation interprofessionnelle, pour dire haut et

(Arc)

Assemblée des grévistes, le 7 novembre, dans la cour de la mairie.

fort: "Mitterrand, tes 6,5% - Royer tes 70 F, c'est insuffisant!".

Quelques jours avant la grève du 7 novembre, Royer acceptait de porter la prime mensuelle à 100 F. Quand on sait que près de la moitié des municipaux de Tours gagnent moins de 6000 F

net par mois, il n'y a pas à s'étonner que les grévistes du 7 novembre aient trouvé que : "100 F, vraiment, ça ne fait pas le compte!".

Et un nouveau rendezvous a été pris pour une journée de grève le 18 novembre...

Correspondant Local



PTT - Tri Austerlitz (Paris)

LA DIRECTION DOIT REMBALLER SON PROJET



Au Tri Austerlitz, le projet de réorganisation des horaires du transbordement, que la direction avait annoncé mioctobre et qui devait prendre effet à partir de janvier 1992, touchait directement 200 travailleurs sur les 1 400 du Centre, ceux des brigades de jour, de matinées et de soirées du transbordement; mais il concernait tout le monde puisque d'autres réorganisa-

tions devaient suivre en 1992.

Pour la plupart des travail-· leurs concernés, cela se traduisait par une augmentation de durée hebdomadaire moyenne de travail sous la forme de reprise de jours de repos: cela allait de quatre jours de repos volés sur l'année pour certains, à près de deux semaines de repos «compensateurs» (pour des dimanches travaillés) pour d'autres. Pour quelques autres il s'agissait d'une modification de la semaine de travail.

La direction fait la sourde oreille

Dès l'annonce du projet, mi-octobre, le mécontentement se manifestait. Les discussions allaient bon train, chacun faisant le compte de ce qu'il allait perdre. Plusieurs générales se assemblées tenaient, rassemblant chaque fois entre 70 et 80 personnes (sur les 110 qui travaillent au même moment au transbordement); les revendications y étaient votées : maintien de la durée hebdomadaire de travail, pas de reprise des repos, maintien dans leurs horaires actuels de ceux dont le service était supprimé. Et, à plusieurs reprises, les assemblées votaient d'aller tous ensemble sur-le-champ à la direction. La direction ne voulant rien

monde.

savoir, on en venait à la grève, dont le principe était voté en AG pour le mercredi 6, et un préavis de grève illimitée à partir de cette date déposé par la CFDT, et soutenu par la CGT et le SUD.

Le fait qu'au Centre de tri PLM (gare de Lyon) à 500 mètres d'Austerlitz, la direction venait de céder sur un projet similaire nous renforçait dans notre décision. «Le PLM c'est le PLM, Austerlitz c'est Austerlitz», disait notre directeur. Mais, pour lui, ce fut plutôt... Waterloo!

La grève

Le mardi 5 novembre, l'assemblée générale votait de préparer un tract pour s'adresser à tous les autres services du Centre le jour de la grève, et beaucoup décidaient de venir le lendemain dès 6 heures du matin faire le piquet, et brigades du matin et d'après-midi devaient se retrouver à 10 h 30 pour monter tous ensemble à la direction.

Le mercredi 6, la grève était suivie à 75 % sur le transbordement (80 sur les 110 qui devaient travailler le matin, chiffres semblables l'après-midi). Dès 6 heures du était complètement bloqué. Banderoles, affiches et affichettes couvraient vite les murs, et à la cinquantaine présente dès le début de matinée, nous allions distribuer notre tract aux différents autres services du Centre, obtenant le soutien des collègues des salles de tri pour la délégation de 10 h 30 à la direction.

grève. La direction a dû remballer son projet.

A la délégation, nous étions une centaine à envahir les couloirs et le bureau du directeur, qui dut s'expliquer devant tous les grévistes, puis commença à reculer pas à pas. Re-délégation à midi, une troisième l'après-midi avec les grévistes de soirée, plus de 100 dans les bureaux à chaque fois: en fin de journée, le directeur avait cédé sur presque tous les points.

Restait seulement en suspens le cas de deux petits services particuliers dont il était toujours prévu de modifier les horaires. Mais nous étions partis tous ensemble et pour toutes les revendications, et il n'était pas question de laisser des copains sur le

Alors, le lendemain matin, le transbordement se retrouvait à nouveau bloqué, et les camions de courrier, que la direction avait fait revenir, croyant l'affaire réglée, obligés de faire demi-tour. Et c'est encore plus nombreux, à 150, épaulés par un bon nombre de

matin, le transbordement camarades des salles de tri, que nous nous retrouvions à la direction, qui cédait enfin

Pour la direction des PTT, la mise en place d'une informatisation de la gestion des horaires du personnel est un prétexte à faire dans de nombreux centres de tri postal la chasse aux temps morts, modifier certains horaires et chercher à gagner ainsi sur les heures de travail, sur les jours de repos, pour faire faire plus de travail par moins de

Au Centre de tri de la gare d'Austerlitz, à Paris, elle vient de tomber sur un bec :

mercredi 6 novembre, le service du transbordement, la plate-forme où sont chargés

et déchargés camions et trains et par où passe donc tout le trafic du Centre, était en

gagné» que la reprise du tra- camarades des salles qui nous vail a été votée... non sans ont soutenus! organiser un pot pour le len-

C'est aux cris de «On a demain et en y invitant les

Correspondant LO

SNECMA - Villaroche (77)

LES TRAVAILLEURS **EN SOUS-TRAITANCE NE VEULENT PLUS ETRE SOUS-TRAITES**

dente connut une certaine 23. agitation revendicative.

c'était les gardiens, une cinquantaine, employés par une entreprise soustraitante, LPS (Lancry Protection Sécurité), qui se mettaient en mouvement. Accueillant le personnel SNECMA aux portes avec des pancartes «Les Petits Salaires en grève», ils perturbaient la prise du travail provo- d'empêcher la grève, les

A ce moment, le personnel de nettoyage d'une Deux jours de suite autre société, PECO-ENCI (près d'une centait en grève à plus de convention. 50 % pour imposer à leur patron la signature d'une convention d'entreprise.

La proximité de la journée «portes ouvertes» rendait le patron agressif. La maîtrise mobilisait les non-grévistes pour tenter

A la SNECMA Villaro- quant une belle pagaille grévistes se voyaient priche, alors que la direction aux accès du centre. Ils vés de transport (le centre s'activait pour les prépa- revendiquaient 2,50 F de de Villaroche, isolé, n'est ratifs d'une journée «por- l'heure d'augmentation et pas desservi par le réseau tes ouvertes» le samedi 26 obtenaient gain de cause de transport en commun octobre, la semaine précé- dans la soirée du mercredi public). Mais la détermination des grévistes était telle qu'au bout de trois jours, le vendredi aprèsmidi, la direction PECO-ENCI cédait quasiment taine sur le centre) se met- sur tout et signait la

> Bien sûr, la direction de la SNECMA n'est pas hors du coup dans ces conflits car ces entreprises sous-traitantes ne sont que des officines à ses

> > **Correspondant LO**

Dans les entreprises

La grève des techniciens de maintenance de la navigation aérienne

LE SEUL IRRESPONSABLE C'EST QUILÈS

A la grève des techniciens de maintenance de la navigation aérienne, le ministre des Transports, menace. Suite aux pannes qui se sont produites dans la nuit du 8 au 9 novembre, et aux perturbations du trafic aérien qui en ont résulté, Quilès s'est empressé de parler d'«actes irresponsables», annonçant une enquête et réclamant des «sanctions individuelles».

Menaces dont la presse a duites ce jour-là, forçant fait grand bruit.

La tentative d'intimidation est évidente. Comme Quilès, a répondu par la s'il y avait même besoin d'une grève ou d'«actes irresponsables» (ce qui semble une seule et même chose pour Quilès) pour que de telles pannes se produisent. Témoin la gigantesque pagaille du weekend de Pentecôte 1991 à Orly. Une série de pannes successives s'étaient pro-

1 500 malheureux passagers à passer la nuit entassés dans l'aérogare d'Orly-Ouest sans que les autorités se soucient guère de leur sort. Et, qu'on sache, il n'y avait pas de grève ce weekend-là et Quilès n'avait pas eu le culot de parler «d'actes irresponsables». En fait, il s'était bien gardé de dire quoi que ce soit...

Et pour cause. Parce que, s'il y a des actes irres-

ceux des ronds-de-cuir et politiciens comme Quilès qui, du fond de leurs cabinets ministériels, jonglent avec les chiffres de réductions budgétaires, sans se soucier le moins du monde des conséquences sur le ter-

Or, ce sont justement ces conséquences, en particulier le manque d'effectifs, qui avaient causé les pannes de la Pentecôte. Et c'est justement contre le' manque d'effectifs et le blocage de l'embauche en particulier, que les techniciens de maintenance ont fait grève cinq jours à l'appel de la CGT, la CFDT et des autonomes. Et Quilès ne pourra guère prétendre découvrir le problème car mouvement est le

énième du genre sur les mêmes revendications.

Il serait peut-être temps que Quilès s'aperçoive que, lorsque les ouvriers de maintenance manquent, les équipements ont une fâcheuse tendance à tomber en panne. Encore des irresponsables, dira-t-il sans doute...



Findus (Beauvais)

CHÔMAGE PARTIEL CHEZ LE N° 1 DU SURGELE

France-Glaces Findus vient d'annoncer plusieurs jours de chômage partiel en décembre dans le secteur des surgelés Findus. Cela ne s'était jamais produit. Et chacun se demande si cette mesure n'en cache pas d'autres.

tournait au raienti depuis plusieurs mois. L'annonce du chômage partiel faite en septembre, n'a donc pas surpris les quelque 1 600 salariés concernés. Première mesure avant le chômage: la direction exigeait que tout le monde solde ses congés avant le 16 novembre. Et chacun de compter ses jours. Des ouvriers de maintenance étaient restés pendant la fermeture d'août. D'autres viennent démarrer les lignes. On contremaîtres ont brillé par tuer en 3 × 8!

pouvait se retrouver avec des semaines entières, voire plus d'un mois, à solder tout d'un coup.

Mais pas question de choisir: la hiérarchie a tout décidé à la place des ouvriers. Priorité aux impératifs du planning! A L'usine des surgelés un ouvrier demandant quand il pourrait partir, son chef répliquait : «Tiens, prends un bon de sortie, tu es en vacances ce soir à 19 heures». Pour d'autres, il a fallu prendre deux jours, revenir une journée, repartir une semaine... Quant à ceux qui viennent encore démarrer les lignes à 3 heures du matin, impossible de savoir si ce sera payé ou récupéré. Et comme un fait son vendredi et son samedi.

leur absence en fin de semaine tout le mois d'oc-

Petit avantage supplémentaire pour le patron : en imposant à tout le monde de solder ses congés, cela fait sauter les jours dus en cas de fractionnement de ceux-ci.

Parallèlement, une partie des travailleurs de Findus sont «prêtés» à l'autre secteur de l'usine, les Crèmes glacées (Glaces Gervais). Car si l'on s'apprête à chômer d'un côté, les cadences redoublent de l'autre. Il tourne deux fois plus de lignes aux Crèmes glacées que l'an dernier à la même époque. Et même, exprès, inutile de demander un nouveau bâtiment va bientôt abriter la producle matin deux heures avant Du moins pour les tion des Mars surgelés que la prise d'équipe pour ouvriers. Car la moitié des la direction prévoit d'effec-

Si, au début, beaucoup acceptaient ces mesures qui, selon la direction, avaient pour objectif de tenter d'éviter le chômage partiel, la façon dont elles ont été mises en place provoque du mécontentement. Lequel, joint aux inquiétudes sur l'avenir, n'est sans doute pas étranger aux six cents signatures recueillies par la pétition des syndi-

Le chômage partiel a finalement été annoncé à la mi-octobre. Quatre jours pour la plupart des ouvriers, 2 à 3 jours pour l'encadrement de production, 1 pour le reste de l'encadrement... Et zéro jour pour le directeur qui a déclaré, suave : «Ma direction n'a pas jugé bon de me mettre en chômage»... Dommage!

Correspondant LO

A la Cité des Planètes de Maisons-Alfort

Des locataires qui s'organisent contre les hausses

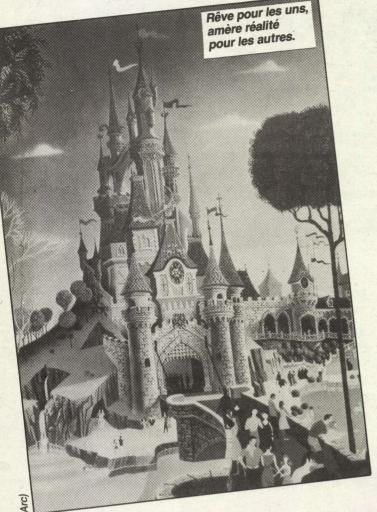
les locataires de la Cité des en place. Planètes de Maisons-Al-

leur indignation et un Co- question de les accepter.

Au mois de septembre, mité se mettait à nouveau

En 3 jours, une pétition fort (Val-de-Marne) ont eu a recueilli 500 signatures la désagréable surprise de sur 1000 logements que voir leurs acomptes de compte la cité. 40 personcharges doublés, sans nes se retrouvaient le lundi aucune explication de la 28 en fin d'après-midi à la société gérante, la SCIC. SCIC, où le responsable de Un mois plus tard, ces hausses, coincé dans le quand la régularisation des hall de l'immeuble, en encharges 1990 leur est par- tendait de toutes les couvenue (pouvant atteindre leurs. Un rendez-vous était jusqu'à 1 200 F pour un pris pour le lendemain avec 4/5 pièces), la colère fut à trois responsables de la son comble. Des locatai- SCIC. Déterminés, 30 locares, qui avaient créé il y a taires se retrouvèrent pen-3 ans un Comité contre la dant plus de quatre heures hausse des loyers suite à face à ces "gestionnaires", des travaux de "rénova- incapables de donner une tion", décidaient d'appeler explication sérieuse. Ces par tracts à une assemblée hausses sont exorbitantes générale, le mercredi 23 par rapport au salaire et à octobre. 100 personnes se la pension de nombreux déplacèrent pour exprimer locataires et il n'est pas

Euro Disney



C'est en 1987 que la société américaine «Disney» avait passé contrat avec l'Etat français et qu'ont démarré les travaux pour le futur plus grand parc de loisirs d'Europe sur le modèle de celui de Floride ou d'un autre au Japon - qui ouvrira ses portes en avril 1992 à Marne-la-Vallée.

Deux mille journalistes du monde entier ont déjà été convoqués, des guides touristiques imprimés. Le

parc s'étendra sur 1943 hectares. Il contiendra des jeux, attractions, terrains de golf, reconstitutions grandeur nature de tout ce qu'il est possible de reconstituer (même le château de la Belle au Bois Dormant... clou du spectacle!). Ce parc de loisirs - la grande aventure, à l'américaine, nous dit-on - accueillera probablement, pour sa première année d'exploitation, quelque onze millions de visiteurs, en particulier des touristes venus de l'Europe

MARNE, A LA VALLÉE

Dans les entreprises

entière, qu'il faudra donc loger, nourrir, divertir. terrain de camping-caravaning, des boutiques,

restaurants, bars, discothèques, six hôtels au moins (5 200 chambres dès l'ouverture et 18 000 au terme du projet en l'an 2000). Il paraît que la facture de la visite sera salée.

D'où

un

Côté coulisses, envers du décor, c'est «colossal» aussi. En septembre 1991, l'embauche en masse a commencé, de toutes catégories de travailleurs exerçant 1 200 métiers différents. Euro Disney embauchera 12 000 salariés au printemps 1992, et prévoit d'en employer 30 000 en l'an 2015. Pour ceux que ça intéresse, faire sur un mini-'tel «3615 code Euro Disney», ou se rendre directement à Noisy-le-Grand (Mont d'Est), une sorte de petit «la Défense», à moins que ce qu'on vous en dit

ci-après vous évite la démarche.

Tout d'abord, il ne s'agit pas d'un entretien d'embauche, mais d'un «casting», en vue de devenir «cast member» (membre de la «troupe» ou de la «distribution» en quelque sorte). Les locaux ressemblent à ceux d'un aéroport. Aux guichets, les futurs «membres» reçoivent un formulaire «curriculum vitae» où il leur est demandé s'ils sont prêts à travailler en 3 × 8, le weekend, à faire des heures supplémentaires, s'ils ne sont pas infirmes, poids, taille... Le tout dans l'ambiance sereine et feutrée de salons modernes, avec tablespupitres du genre «Mac Do» et murs recouverts de photos du «site» et de sa construction.

Ensuite, une charmante hôtesse projette une vidéo où, par les yeux d'un gentil paumé, genre mime Mar-

METRO, C'EST

ceau, le prétendant «castmember» découvre l'univers fantastique de Disney mais surtout... les conditions beaucoup moins féeriques de son éventuelle embauche.

ont de quoi rire!

Il n'y a que Mickey, ses copains, et les patrons qui

Quatre points sur lequel le film insiste:

1) Le salaire : «Tu auras 5 000 à 6 000 francs, sur 13 mois».

2) Le transport : «Tu es autonome, pour cela il te faut un véhicule qui fonctionne bien, et un autre véhicule - un vélo par exemple - au cas où... Car il faut être ponctuel pour le spectacle permanent, tes camarades comptent sur toi».

3) La disponibilité: «On travaille jour et nuit, le week-end, les jours fériés, pendant les grandes vacances»...

4) La présentation : «Propre, cheveux courts et couleur naturelle, pas de barbe ni de moustache...»

Suite à cela, viennent encore des barrages à passer. Interrogatoires sur des problèmes personnels et attentes professionnels, dans des locaux successifs, avec toujours de charmantes hôtesses qui font des sourires, serrent les mains, tutoient, offrent café et journaux. On vous parle même anglais... «What time is it ?» (ne pas répondre «my tailor is rich»). Et sur tous les murs se trouvent des photos d'un gars à l'air jovial et aux grandes oreilles qui doit être leur patron (Mister Mickey).

Après avoir passé quatre ou cinq heures dans ce monde fantastique à la «Roger Rabbitt», les jeunes et moins jeunes qui sont venus là pour de l'embauche savent néanmoins que s'ils sont pris, ce ne sera pas pour une activité de rêve...

Poor job pour les uns... Big money pour les autres!

Toulouse

Les intérimaires sont au SMIC. Les D'après le maire de Toulouse, Domigars de CEGELEC tournent autour de nique Baudis, le métro de la ville prévu 5 500 F ou 6 000 F, donc guère plus. pour être opérationnel en 1993 sera à la pointe de la technologie. Du côté cour, Comme on voit, des salaires pas tellement «d'avant-garde».

Pour ce qui est du cadre de travail, c'est pareil. C'est dans un terrain vague qu'ont été installées les cabanes de chantier qui font office de vestiaires. Et par CEGELEC qui détient la plus plutôt que de se changer dans ces «locaux» jonchés de détritus, beaucoup préfèrent le faire dans leur voiture.

Les conditions de travail aussi sont très classiques. La partie en voies extérieures étant relativement réduite, nous travaillons surtout en sous-sol. Et dans cette semi-obscurité, il arrive que notre «travail» le plus fréquent soit de parcourir à pied plusieurs kilomètres dans notre journée le long des voies, à la recherche de notre poste de travail qui peut être changé du jour au lendemain. Ce que l'on n'apprend souvent qu'en se rendant au poste de la veille.

Ouant au travail lui-même, c'est du plus varié. Cela va de la manutention au réglage des voies. Mais dans tous les cas, on doit se débrouiller avec le minimum d'outillage et dans les pires conditions. Souvent, les engins qui pourraient faire le travail en moins de temps et surtout en économisant des efforts, sont en panne ou non disponibles. Mais il est vrai que, payés à 34 F de l'heure, les bras coûtent moins

Mauvaise organisation et maîtrise incompétente : tous les ingrédients sont donc réunis pour faire surgir les heures supplémentaires. C'est parfois 15 heures travaillées d'affilée, avec réflexions et pressions de toutes sortes à la clef pour ceux qui refusent!

Enfin, il est clair que contrairement au slogan publicitaire affiché dans les tunnels: «geste à geste nous construisons le métro», c'est plutôt «pas à pas, on se fait avoir sur toute la ligne». D'ailleurs les travailleurs ne sont pas dupes. Plus d'une fois, des intérimaires venant d'arriver ont quitté le chantier avant la fin de la matinée. Ceux de la CEGELEC, quant à eux, expriment leur colère par le refus des heures supplémentaires.

c'est-à-dire de ceux qui travaillent à sa mise en place, on n'a pas l'impression d'être à l'avant-garde. Le recrutement du personnel passe

grosse part de l'œuvre. Cette entreprise de travaux publics utilise largement les services d'une boîte intérimaire (SYNERGIE), qui fournit la moitié du personnel du chantier. Le chantier compte plus d'un millier de personnes, mais par exemple, pour le réglage des voies, nous sommes à peu près 25 dont une dizaine d'intérimaires.

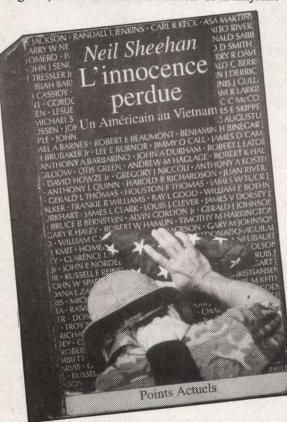
L'innocence perdue: perdue: un Américain au Vietnam de Neil Sheeban

lire.

Parue récemment dans une collection de poche, cette histoire d'«un Américain au Vietnam» est plus un témoignage qu'une histoire de cette guerre elle-même.

Quand le lieutenant-colonel John Vann arrive au Vietnam en 1962 en tant que «conseiller militaire», il est persuadé du bien-fondé de sa mission, telle qu'elle lui a été présentée : empêcher l'extension du communisme en aidant le gouvernement sudvietnamien (baptisé démocratique parce que pro-occidental) à lutter contre une poignée de rebelles infiltrés principalement, de l'avis de tous, depuis le Nord-Vietnam. Il pense que la victoire sera rapide.

Sauf que ce régime, mis en place par le colonialisme français avant son repli, composé de parvenus corrompus, est tout sauf démocratique; sauf que les chefs militaires, qui ont acheté leur place, refusent d'affronter le Vietcong pour ne pouvoir publier que des communiqués de victoire; sauf, surtout, que le Vietcong n'est pas composé de quelques «communistes» coupés de tous, mais englobe, ou en tout cas a le soutien de la majorité



de la population, paysans surexploités et chassés de leurs terres au fur et à mesure que s'intensifie la guerre, pour être parqués dans des «villages stratégiques».

Vann, qui croyait naïvement que les Etats-Unis allaient exporter leur bien-être et leur démocratie à l'américaine, se rend vite compte de l'impasse et va tenter de suggérer à l'état-major et au gouvernement américains de mener ce qu'il croit être une politique efficace : envoyer toute leur force militaire pour se battre à la place de l'armée sudvietnamienne, et leurs dollars pour relever le niveau de vie des paysans afin de couper court aux succès politiques des «communistes». Jusqu'à sa mort, en 1972, alors même que l'intervention américaine s'est soldée par un échec, il conservera les mêmes illusions.

Ces illusions, l'auteur, qui fut journaliste au Vietnam, les partage en partie; lui non plus ne remet pas en cause, du moins au début, le droit pour les Etats-Unis d'imposer leurs choix aux autres pays de la planète. Il croit seulement que les populations concernées devraient en tirer un bénéfice. Il critique le haut état-major, l'aveuglement du gouvernement américain, qui a conduit à dévaster et ruiner un pays qu'ils soutenaient et à faire des centaines de milliers de victimes, tant américaines que vietnamiennes, pour finalement abandonner le pays. Mais c'est pour les taxer d'incompétence, avec l'idée que, en quelque sorte, il aurait été possible de faire une guerre «propre», «humanitaire»...

En s'attachant aux actes et aux pensées d'un gradé qu'il a connu, l'auteur a plutôt choisi de montrer par quel mécanisme les Etats-Unis ont été amenés à envoyer toujours plus de forces au Vietnam pour finalement y subir une défaite, et l'hostilité croissante à la guerre sur le sol américain. Certains passages sont un peu longs – notamment la description de batailles par le menu, ou des épisodes de la vie privée de Vann. Cependant, c'est un document qui ne manque pas d'intérêt, sur ce qu'était le Sud-Vietnam, sur la façon dont les Etats-Unis s'y sont enlisés, et sur cette guerre qui, jamais, ne fut une guerre «propre». Si tant est qu'il en existe...

Marianne LAMIRAL

L'innocence perdue de Neil Sheehan. Coll. Points Actuels, Ed. du Seuil. 940 pages.

Van Gogh de Maurice Pialat

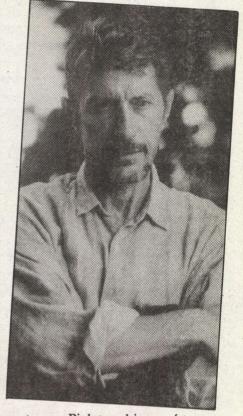
avec Jacques Dutronc

Le réalisateur, Pialat, aurait dû prévenir le spectateur : «Le film que vous allez voir n'a pratiquement aucun rapport avec des personnages ayant existé». Certes, Van Gogh a bien passé les deux derniers mois de sa vie (21 mai - 29 juillet 1890) à Auverssur-Oise où il était soigné pour son état mental chez le docteur Gachet, et où il s'est suicidé. Et il avait bien un frère, Théo, qui était marchand de tableaux. A part ça, presque tout le reste est inventé: la liaison amoureuse entre Van Gogh et la fille du docteur, la haine de Théo envers son frère, c'est-à-dire ce qui constitue la trame du film.

Et le plus grave, c'est que la personnalité de Van Gogh est dénaturée et trahie. Dans le film il apparaît comme un être inabordable, hostile à tous, y compris à ceux qui veulent l'aider. C'est l'artiste seul détenteur de sa vérité et qui prend tous les autres pour des imbéciles. C'est sans doute une attitude à la mode aujourd'hui, mais elle est à des lieues de ce qu'on sait de Van Gogh.

Dans sa correspondance (Van Gogh a écrit des centaines de lettres à son frère, en particulier durant la dernière période) le peintre apparaît tout différent. Certes il est torturé, mais il est beaucoup plus simple, pas prétentieux, ne se prend pas pour un génie méconnu (il se jugeait très moyen, voire médiocre) et bien plus sympathique que dans le film. Van Gogh a certes été un incompris, mais ça continue avec ce film... Et que dire de son frère Théo, qui apparaît comme un être

Des critiques et des spectateurs peuvent objecter que tout cela n'est pas grave, que l'important est de faire un beau film



et que Pialat a bien prévenu qu'il n'avait cure de la réalité historique. Peut-être, mais alors il pouvait appeler son film autrement que «Van Gogh». Ou bien l'artiste – Pialat – a-t-il tous les droits, y compris celui de baser son œuvre sur un gros mensonge?

Si l'on parvient à faire abstraction de tout cela, il reste un film (un peu longuet parfois: 2 h 20) sur l'incompréhension, et même l'incommunicabilité, qu'on prête à un artiste dans la France des années 1890, avec des «tranches de vie» admirablement filmées, un jeu d'acteurs, en particulier Dutronc, remarquable, et des images superbes qui évoquent les tableaux impressionnistes. C'est magnifique... mais ce n'est pas précisément la peinture de Van Gogh; lequel n'aura décidément jamais eu de chance...

André VICTOR

LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser
toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière – B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970.

Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros. Isaac Szmulewicz, José Chatroussat

Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.

Tirage: 17000 exemplaires. Composition: Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression: Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

- Lutte Ouvrière - hebdomadaire :

France: 6 mois: 130 F - 1 an: 250 F.

Autres pays, voie ordinaire: 6 mois: 170 F - 1 an: 320 F.

- Lutte de Classe - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste :

France, 1 an: 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an: 95 F. Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM:

PRENOM:

ADRESSE :

CODE POSTAL et VILLE :

COMPLEMENT D'ADRESSE : .

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : ... (rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de :

Règlement : • par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,

• par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

L'expérience de fusion nucléaire de Culham

Le 9 novembre a eu lieu au Centre de recherche européen JET de Culham, en Grande-Bretagne, la première expérience de fusion nucléaire contrôlée réalisée à ce jour.

Le fait est suffisamment important pour que de part et d'autre de la Manche, les médias se soient emparés de l'événement avec des cocoricos du meilleur ton, oubliant au passage que, même si le site est anglais et son directeur de recherche français, plusieurs centaines de chercheurs, venus de toute l'Europe et d'Extrême-Orient, ont participé à divers titres à la réalisation de ce projet.

L'ÉNERGIE L'AVENIR...

MAIS QUEL

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

La «fission» nucléaire, utilisée dans les centrales nucléaires et les bombes ordinaires, atomiques consiste à faire exploser des atomes très complexes et peu stables, ce qui produit un dégagement d'énergie considérable.

La «fusion» est en quelque sorte le processus inverse, consistant dans le cas de l'expérience de Culham à prendre des atomes parmi les plus simples qui température de plusieurs soient, en l'occurrence ceux gène, le deutérium et le tritium, et à les faire réagir espèce de «bouillie» d'atomes se combinent par deux pour former de l'hélium.

Le problème de la fusion, c'est que bien que ce fusion puissent se proprocessus soit relativement bien connu en théorie, et depuis longtemps, on ne l'avait jamais réalisé à ce jour de façon à en capter l'énergie. Le seul domaine où il était appliqué était celui de la «bombe à hydrogène» où il s'agit d'une mégawatt, de quoi éclairer explosion et non d'une un bon millier d'apparteréaction contrôlée.

savants américains avaient qu'ils pouvaient tenir.

annoncé la réalisation d'une fusion «à froid», c'est-à-dire sans chauffage. Cela s'est révélé une erreur, ou plutôt une grossière vantardise. Et cette voie semble abandonnée pour l'instant.

Une autre solution consiste à réaliser des conditions proches de celles qui prévalent dans les couches intérieures du soleil où les réactions de fusion se produisent constamment.

Il faut d'abord créer une centaines de millions de de deux dérivés de l'hydro- degrés. Cela réduit le combustible à l'état d'une de façon à ce que ces ato- mes, appelée plasma, qu'il faut maintenir en l'état pendant un certain temps avant que les réactions de

C'est ce que l'équipe de Culham a réussi à faire pour la première fois, mais seulement pour une durée infime. Ils ont pu produire une énergie continue d'un ments pendant... moins Il y a deux ans, des d'une minute, le maximum

Deux mille fois moins que la centrale thermique voisine de Didcot qui, elle, tourne 24 h sur 24 toute l'année.

Certes, cette opération n'a utilisé que 1,4 gramme de combustible, ce qui donne une petite idée de l'énormité des quantités d'énergie qu'un tel procédé pourrait produire. Mais d'un autre côté, pour la réaliser, il a fallu utiliser des décharges de courant équivalentes à un quart de l'énergie produite par une grosse centrale thermique et un «chaudron» de 3 000 tonnes. Et déjà, l'équipe de Culham pense avoir été aussi loin qu'elle pouvait avec ce matériel.

C'est dire ce qui, dans l'état actuel de la technoloserait nécessaire comme installation pour atteindre une production d'énergie importante. C'est dire aussi que la production généralisée d'énergie par ce procédé n'est pas encore pour demain, si

jamais on en vient là, ce qui est encore loin d'être sûr.



Quant à la «propreté» de l'électricité produite par fusion nucléaire, c'est encore autre chose.

Certes, contrairement à la fission nucléaire utilisée dans les centrales actuelles. la fusion ne produit pas de matériaux radio-actifs ou toxiques tels que les fameux déchets que les gouvernements de tous les pays industrialisés s'efforcent honteusement de cacher à la population aujourd'hui.

Il est probable aussi, ou tout au moins c'est ce que la théorie physique permet de penser, que l'incapacité dans laquelle on est aujourd'hui de prévoir avec une précision totale le comportement d'une réaction de fission nucléaire telle que celle utilisée dans les réacteurs, imposant ainsi des dispositifs de sécurité très complexes et une surveillance de tous les instants, avec tous les risques supplémentaires d'erreurs et de mauvais fonctionnement que cela comporte, ne se posera pas dans les mêmes termes pour la fusion nucléaire.

En revanche, le fait de devoir utiliser des températures aussi élevées dont on maîtrise encore mal les conséquences physiques pose bien des problèmes non résolus, et pas seulement des problèmes de technologie.

QUEL PROGRÈS POUR LA SOCIÉTÉ HUMAINE ?

Cela dit, s'il se confirmait, le succès de l'expérience de Culham pourrait marquer une étape dans la voie de l'exploitation de nouvelles sources d'énergie dont l'abondance (les mers contiennent des quantités colossales d'hydrogène) relèguerait le problème des limites des réserves pétrolières aux oubliettes de l'histoire. N'en déplaise à tous les néo-malthusiens qui depuis une vingtaine d'années prêchent la réduction de la population mondiale et la limitation de la consommation au nom du

caractère limité des resnaturelles sources

La domestication de la fusion nucléaire, ou de tout autre processus permettant à l'homme d'exploiter les énormes ressources d'énergie que contient la matière. permettrait sans doute de résoudre bien des problèéconomiques qui paraissent insurmontables aujourd'hui... à condition toutefois que l'organisation de la société humaine ne vienne pas se mettre en travers d'un tel progrès. Car ce que l'on peut voir aujourd'hui, c'est justement que la solution de ces problèmes n'est pas un problème technique. L'humanité aurait sans doute les moyens, aujourd'hui, en tout cas demain, de trouver ces solutions techniques. Le problème jourd'hui est celui de l'organisation sociale qui ne favorise ni la recherche des solutions techniques ni surtout leur mise en application d'une façon ration-

François ROULEAU

